



# Le Gripen au service du budget de l'armée

**La droite du parlement veut 5 milliards pour l'armée. Et se sert de l'acquisition de l'avion de combat. Analyse**

«Si le budget de l'armée n'est pas augmenté, le financement du Gripen entrera en concurrence avec les autres besoins de l'armée.» C'est ainsi que Chantal Galladé (PS/ZH) a motivé la décision de la majorité de la Commission de sécurité du National qu'elle préside. En effet, par 15 voix contre 9, les conseillers nationaux demandent que le plafond de dépenses de l'armée soit élevé à 5 milliards.

De fait, la discussion autour du budget de l'armée et du financement des Gripen, 22 avions de combat censés remplacer le Tiger pour un coût de 2,1 milliards, ressemble à une interminable partie de ping-pong.

En septembre 2011, le parlement avait déjà accepté une augmentation de 4,4 à 5 milliards pour financer l'achat de l'avion et rééquiper une armée de 100 000 hommes. Le Conseil fédéral avait, lui, corrigé cette volonté en proposant un plafond de dépenses de 4,7 milliards, dont 300 millions sont alloués à un fonds spécial pour l'achat du Gripen.

La création de ce fonds spécial nécessite ainsi une loi qui, elle, est

soumise à référendum. La droite veut-elle éviter un référendum en finançant l'achat du Gripen par le budget ordinaire? C'est l'opinion partagée par certains parlementaires sous la Coupole fédérale. Notamment à gauche de l'échiquier politique. «C'est insensé et mal réfléchi», commente Eric Voruz (PS/VD). Mais, à gauche, on attend avec impatience le message du Conseil fédéral, normalement mercredi 14 novembre, pour justement lancer ce référendum qui se transformerait en votation pour ou contre l'armée.

C'est surtout une manière d'augmenter la dotation de l'armée quoi qu'il arrive avec le Gripen, assure-t-on à droite. «C'est *knapp (serré)*! Il faudrait beaucoup travailler pour faire accepter le Gripen devant le peuple», explique Thomas Hurter (UDC/SH). «Je connais les faiblesses du rapport Gripen, cet avion n'a aucune chance en votation», affirme sans ambages Yvan Perrin.

Par contre, l'UDC neuchâteloise ne le cache pas: augmenter la dotation de l'armée en vue du financement de l'avion permettra toujours à l'armée de contrecarrer les demandes d'économies que va lui présenter le Conseil fédéral. Soit 74 millions en 2014, puis 13 millions par an jusqu'en 2016.

**Xavier Alonso** Berne